L'ECONOMIQUE ET SES « ANGLES D'ATTAQUE »

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérrez les principales techniques de la problématisation en Analyse Economique et Histoire des Sociétés Contemporaines. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Sommaire *(Cliquer sur le titre pour accéder au paragraphe)*

****

I. Des politiques mercantilistes aux idées libérales 2
II. Analyse de l'industrialisation et du commerce, défense du libéralisme 3
III. Le XIX^e siècle et la schizophrénie de l'analyse économique 4
IV. Le siècle keynésien. 9
V. Une science des organisations ? 11

****

Ce dossier a pour but de dresser une histoire de la pensée dans laquelle les théories économiques ne sont pas seulement présentées indépendamment les unes des autres mais mises en perspective, à la fois les unes par rapport aux autres (les théories émergent souvent en « réaction » à d'autres) et par rapport à l'histoire, au contexte qui peuvent les expliquer (la plupart des théories émergent en réaction à des circonstances). Plusieurs « angles d'attaque » de « l'économique » apparaissent.

(Introduction aux dossiers suivants, certaines des notions évoquées sont volontairement laissées en suspens – les théories de la valeur, le schéma causal keynésien… – pour être développées par la suite)

***

Après le sombre X^e siècle, les XI^e et XII^e siècles voient l'agriculture dégager des surplus, en parallèle à l'extension des surfaces cultivées, à l'amélioration des conditions de vie des esclaves, au développement du servage et à des innovations (moulins, utilisation du cheval, métal…) qui mettent en évidence les possibilités latentes du commerce de biens. Le XIII^e siècle voit s'enclencher une dynamique d'innovations accompagnant le développement de villes, l'essor du commerce, l'émergence de marchés et de foires, de regroupements autorisant une certaine division du travail, l'apparition de banquiers à Florence, Gênes, Venise… A la baisse de la démographie qui fait suite à un XIV^e siècle jalonnée d'épidémies semble correspondre une amélioration des conditions de vie et un essor du commerce au XV^e siècle, au cours duquel les royaumes se constituent, marquant la centralisation du pouvoir politique. Si la dynamique d'innovations et de nouvelles activités ne reprend pas pour autant au même rythme qu'au XIII^e, le XVI^e siècle est celui des découvertes du nouveau monde, et de ses métaux précieux diffusés au gré des

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Economie

L'économie et ses « angles d'attaque »

Dossier de synthèse

relations commerciales dans l'ensemble des nations européennes. Ces dernières en partagent toutes les conséquences avec une élévation générale des prix, qui s'effectue plutôt à l'avantage des marchands, et donc au détriment de la noblesse et des salariés. Les relations marchandes s'organisent de plus en plus indépendamment des anciens rapports de force verticaux de la féodalité et des empires. Le « prince » doit composer avec la disparition des relations féodales morcelées, du servage, l'instauration d'administrations permanentes et d'armées salariées, devant désormais acheter la plupart des biens qui lui sont nécessaires et rémunérer en monnaie – et non plus en tributs, en butins – ses administrations et ses armées. C'est dans un contexte de redécouverte de la civilisation grecque, de prise de conscience de l'importance de l'idée de rationalité, et de révolutions de la pensée, à la fois scientifiques (impulsées par les travaux de Copernic et de Harvey) et psychologiques (la réforme protestante) que débute la réflexion économique occidentale.

I. Des politiques mercantilistes aux idées libérales

Les idées mercantilistes prennent forme, moins par la pensée que par des actes en liaison avec le pouvoir. Montchrestien relie la richesse au travail et à la monnaie, mais c'est en fait l'idée d'Etat-Nation et la volonté d'en asseoir la puissance qui caractérisent les rares écrits et surtout les politiques mercantilistes. Dans le contexte des découvertes de métaux précieux du nouveau monde, chaque Etat-Nation cherche à attirer à lui le maximum de richesse, synonyme de puissance, par rapport au reste du monde. Ainsi y a-t-il des mercantilismes, c'est-à-dire des actions menées par les princes et pouvoirs centraux en vue d'asseoir la puissance de la nation. Tandis que la France parie sur l'industrie manufacturière (le colbertisme et ses corporations), l'Espagne tente de fonder sa puissance directement sur l'or et l'argent en provenance du nouveau monde, sur la monnaie (on parle de bullionisme) ; l'Angleterre, de son côté, développe son commerce maritime. Puissance et richesse de l'Etat-Nation, assimilées à celles du prince et à celles de ses sujets, justifient des stratégies centralisées concernant la production intérieure, et des politiques commerciales visant à la protéger des productions d'autres nations.

La véritable naissance d'une réflexion économique en Europe procède directement de cette volonté d'asseoir un cadre national, politique et interventionniste à une richesse assimilée à la possession de monnaie. C'est en effet en réaction à ces politiques que des réflexions sont menées, tant sur l'intervention des pouvoirs centraux que sur le commerce entre nations, l'industrialisation ou la monnaie. A la prééminence du pouvoir central dans les affaires économiques est opposée la doctrine du « laissez faire – laissez passer ». L'expression de Vincent de Gournay résume bien les propositions du premier doctrinaire du libéralisme, John Locke (Traité du gouvernement civil, 1690), qui développe l'idée d'existence d'un ordre naturel et de lois naturelles pour s'élever contre l'étatisme. En faveur du laisser-passer, David Hume défend l'idée d'un équilibrage automatique des balances commerciales qui rend inutile toute entrave au commerce entre nations (Essai sur le commerce, 1762). A la faveur accordée à l'industrie et à la volonté d'attirer l'or à l'intérieur des frontières, Pierre de Boisguilbert oppose que l'agriculture libre est source de la plus grande richesse (Détail de la France, 1697). François Quesnay voit dans ceux qui ne sont ni propriétaires fonciers, ni producteurs agricoles, une classe stérile et il s'oppose à l'idée de diminuer les prix des produits agricoles pour mieux les exporter

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

et à celle de taxer les propriétaires, prodigues des avances indispensables aux producteurs agricoles et au bon fonctionnement du circuit économique (Tableau économique, 1758). Richard Cantillon (Essai sur la nature du commerce en général, 1755) soutient que la terre elle-même est la source de toute richesse et la véritable valeur sous-jacente aux prix. Il aspire par ailleurs à discréditer le mercantilisme aveuglé par l'or en soutenant qu'un accroissement de la quantité de monnaie n'aboutit qu'à élever les prix, posant ainsi les bases de la théorie quantitative de la monnaie. Turgot propose de son côté la suppression des corporations (Réflexion sur la formation et la distribution des richesses, 1766).

L'œuvre célèbre de Adam Smith (Théorie des sentiments moraux, 1759 ; Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776) vient clore ces réactions aux politiques mercantilistes dans une optique toute différente. Smith s'oppose à la fois au mercantilisme, en prônant la libéralisation et en délimitant strictement le secteur d'intervention du pouvoir, et aux idées physiocrates, en vantant les mérites de l'industrie manufacturière et du commerce. Mais il fonde ses idées en portant son intérêt sur l'individu, pour en affirmer les vertus et le rationalisme.

II. Analyse de l'industrialisation et du commerce, défense du libéralisme

Adam Smith perçoit les actes individuels comme résultant de deux propensions instinctives des hommes : celle d'épargner et celle d'échanger. Ces actes instinctifs, manifestant tous deux la rationalité individuelle, concourent naturellement à l'obtention d'un ordre spontané : « la société fonctionne spontanément de la meilleure façon possible ». L'acte instinctif d'épargne autorise l'accroissement de la richesse personnelle, mais aussi pour ceux qui le souhaitent la possibilité d'user de cette épargne pour entreprendre, investir, et devenir entrepreneur ; l'acte instinctif d'échange permet de son côté une efficace division du travail en même temps qu'il permet aux marchés de se développer. Ainsi n'y a-t-il pas lieu pour les gouvernants d'intervenir à l'intérieur des frontières (sauf pour assurer le bon fonctionnement de la justice, la sécurité du territoire et pour mener des grands travaux lorsqu'ils apparaissent nécessaires) ou d'agir vis-à-vis de l'extérieur en contrecarrant l'entrée de produits et d'innovations d'autres nations. Ainsi n'y a-t-il pas lieu d'adhérer aux conceptions passéistes des physiocrates, le champ du travail productif incluant en plus de l'agriculture le commerce et l'industrie. La richesse n'est pas seulement le produit de l'agriculture mais aussi celui du commerce et d'une industrie qu'il n'y a lieu ni de favoriser (comme les mercantilistes) ni de réfréner (comme les physiocrates).

Alors que le libéralisme de Smith découle de son optimisme et de sa foi en la main invisible, celui de David Ricardo (Essai sur le haut prix des lingots, 1810, Principes d'économie politique et de l'impôt, 1817) découle de son pessimisme. Ricardo s'attache autant à préciser la théorie de la valeur de Smith que le mécanisme d'équilibrage des prix de marché autour de la valeur ou à développer la théorie quantitative de Cantillon, s'intéressant à la répartition des revenus (rente, profits, salaires) des diverses classes de la société autant qu'aux méfaits de l'endettement public. Voyant dans l'augmentation de

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.
Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Economie

L'économie et ses « angles d'attaque »

Dossier de synthèse

la population la cause de la baisse de la productivité de la terre par l'obligation de mettre en friche des terres de moins en moins fertiles, Ricardo ne voit d'autre issue que l'élévation à long terme de la rente des propriétaires fonciers au détriment des profits, agricoles comme industriels. Aux profits, dont dépendent l'investissement et la production (« l'accumulation »), les dépenses productives, s'opposent les rentes dépensées de manière improductive par des propriétaires fonciers « parasites ». De là vient l'adhésion de Ricardo au principe du laisser-passer : des importations à faible prix et un commerce extérieur libéré des entraves de l'impôt pourront éviter ou retarder l'élévation de la rente. Comme Ricardo, James Stuart Mill (Principes d'économie politique, 1848) s'inquiétera des travers de la répartition en fonction de la propriété privée des terres et affirmera l'inutilité des entraves au commerce extérieur en tentant de démontrer l'équilibrage automatique des balances des paiements.

Le pessimisme de Ricardo est partagé par Robert Malthus (Essai sur le principe de population, 1798 ; Principes d'économie politique, 1820). Inquiet d'un accroissement de la population géométrique (multiplié par 2 tous les 25 ans) alors que l'accroissement des moyens de subsistances n'est qu'arithmétique, Malthus juge les lois sur les pauvres inadéquates. En voulant les aider, elles ne font que développer une mentalité d'assistanat, favoriser les naissances d'enfants pauvres et élever les prix des biens alimentaires au détriment de ceux qui travaillent. Par ailleurs, Malthus s'interroge sur les bienfaits de l'acte d'épargne, et sur les conséquences pour la vente de la production de l'abstention de consommer que constitue l'épargne.

A cette idée malthusienne s'oppose Jean Baptiste Say (Catéchisme d'économie politique, 1821) qui voit dans la valeur des choses l'expression de leur utilité et dans la monnaie un simple voile posé sur la réalité des échanges – « les produits ne peuvent s'acheter qu'avec des produits » – et qui, en proposant la loi des débouchés, associe au marché l'idée d'équilibre. Selon Say, toute offre crée les moyens de sa propre demande ; et « l'expérience comme le raisonnement démontrent qu'un produit, une *chose nécessaire agréable ou nécessaire* à l'homme, n'est dédaignée que lorsqu'on manque des moyens de l'acheter ».

A la lumière de ces enseignements, parler de « courant » classique serait maladroit. Des individualités très marquées et aux centres d'intérêt différents posent les jalons de l'économie politique à la fin du XVIII^{e} siècle et au début du XIX^{e}. Leur point commun est de nager « à contre-courant » de l'interventionnisme des pouvoirs centraux dans des relations marchandes, d'observer avec bienveillance (mais avec optimisme ou pessimisme) l'émancipation des marchands, des entreprises, des individus, vis-à-vis du carcan politique et centralisé auparavant imposé aux échanges et à la production de biens.

III. Le XIX^{e} siècle et la schizophrénie de l'analyse économique

Le contexte social du XIX^{e} siècle est particulièrement tendu. Si, jusqu'en 1830, les crises d'Ancien Régime se déclenchent dans l'agriculture encore prédominante dans la production totale, les crises semblent devenir mixtes, causées en même temps dans

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

l'agriculture et dans l'industrie, entre 1830 et 1870, la grande crise française de 1847 étant associée à de mauvaise récoltes en 1845-46 (en baisse de 6,2%) appauvrissant agriculteurs et ouvriers agricoles, en même temps qu'à une surproduction (ou un sous-consommation) causant faillites et chômage dans le secteur industriel. Les tensions sociales et politiques sont fortes, aggravées par des ruées aux guichets de banques causant elles-aussi de nombreuses faillites bancaires. La République, proclamée par Lamartine en 1848, est bien moins acclamée que la décision de constituer des ateliers nationaux pour embaucher des chômeurs ! Une scission extraordinaire marque dans ces circonstances la réflexion économique.

III.1. L'économie attirée par le social :

La première moitié du XIX^{e} siècle a vu se développer une approche sociale de l'économie. Sismonde de Simondi (Nouveaux principes d'économie politique, 1819) en définit la raison on ne peut plus clairement : « l'accroissement des richesses est acheté trop cher aux dépens de l'humanité ». Saint Simon (Catéchisme des industriels, 1824), Charles Fourier (Nouveau monde industriel et sociétaire, 1829), qui imagine le fonctionnement de phalanstères réunissant 300 familles environ pour vivre en autarcie, Charles Proudhon (Qu'est ce que la propriété, 1840, Système des contradictions économiques, 1846), qui imagine le fonctionnement d'une banque d'échange, en identifient la cause dans la propriété des moyens de production. « La propriété, c'est le vol » dira Proudhon (et « la communauté, le viol » (car avantageant la médiocrité et détruisant la liberté).

L'élaboration, par Marx (Economie et philosophie, 1844, Le Capital, 1867-1879), d'une analyse économique non détachée de considérations sociales est autrement moins passionnée, justifiée par des fondements philosophiques et une conception de l'histoire et de l'évolution.

Pour développer sa théorie, Marx use des concepts proposés par Smith et Ricardo concernant la valeur et l'échange. Sa théorie de la valeur est en effet inspirée de l'idée de Smith, distinguant valeur « en usage » et valeur d'échange, et selon lequel le travail productif permet l'apparition d'un surplus ou plus-value, excédent du produit du travail sur le produit nécessaire à la « reproduction » : en d'autres termes, l'homme a la capacité de travailler plus que ce qui lui serait strictement nécessaire pour survivre. Comme Ricardo, Marx s'attache à la valeur des biens reproductibles, dont la valeur lui semble devoir être la somme des temps de travail incorporé, qu'il concerne du travail présent ou passé, déjà matérialisé par du capital ou des matières premières. Comme Smith et Ricardo, Marx observe une distinction entre valeur « en usage » et valeur « en échange ».

Les quelques raisons de voir en Marx un « classique » ne sauraient cependant masquer son opposition radicale à ses prédécesseurs. S'il ne nie pas la réalité de l'échange ni celle du marché, Marx en juge l'analyse tout à fait secondaire. Les économistes, avant Marx, s'intéressent essentiellement à l'organisation des échanges de biens produits ; Marx y voit la manifestation d'une volonté de ne pas vouloir considérer dans quelles conditions s'effectue leur production. Tout à leur intérêt pour l'échange, les

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.
Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Economie

L'économie et ses « angles d'attaque »

Dossier de synthèse

économistes, que Marx qualifie de « bourgeois », négligent la production. Or, il y a, selon Marx, au moins deux raisons de la privilégier. La première est philosophique et tient à sa conception de l'histoire ; la seconde raison est plutôt économique, et tient au fait qu'avant d'échanger des biens, il faut les produire.

S'inspirant notamment deux idées de Hegel – l'évolution est le résultat du jeu des contraires (la dialectique) et l'État-nation est la quintessence de l'organisation idéale –, Marx relie sa théorie économique au matérialisme historique. L'individu selon Marx est conditionné par son environnement social, politique et intellectuel, lui-même dépendant de rapports de production qui sont eux-mêmes liés aux conditions matérielles d'existence, à l'état de la technique à une époque donnée. Ces conditions d'existence constituent, avec les rapports de production (tribal, féodal, capitaliste) qu'ils ont contribué à faire émerger, une « infrastructure », c'est-à-dire les fondements d'une « superstructure », c'est-à-dire des états sociaux, politiques, intellectuels, qui déterminent quant à eux la conscience individuelle. Bien que le degré de développement de la technique détermine la forme des rapports de production, il se peut que les rapports de production deviennent entrave à l'évolution des conditions d'existence. Ainsi selon Marx des rapports de production capitalistes, qui en arrivent à être en contradiction avec les conditions d'existence. Une telle contradiction ne peut selon lui se résoudre que dans une révolution sociale.

Avant d'échanger des biens, il faut les produire. Telle est la seconde raison pour ne pas privilégier l'analyse de l'échange sur celle de la production (sans pour autant négliger l'échange : les célèbres et complexes schémas de la reproduction de Marx s'attachent à la fois à l'analyse de la production ou « l'extraction » de la valeur, et de l'échange des biens produits, ou « réalisation » de la valeur). Marx, qui observe que l'homme a une aptitude à travailler plus dans une journée que ce qui lui est nécessaire pour survivre ; par ailleurs, les conditions de travail décrites dans le rapport Villermé de 1840 lui font observer qu'à la suite du mouvement de prolétarisation des agriculteurs et d'artisans ruinés, le travailleur, comme auparavant l'esclave et le serf, ne dispose que de sa seule force de travail. Un surtravail est donc possible, et une plus-value est latente. Le détenteur de capital, ou capitaliste exploite cette possibilité, le salariat lui permettant d'accaparer cette partie du travail. L'exploitation du travailleur est ainsi inhérente au fonctionnement de l'entreprise capitaliste et au capitalisme en général.

Cette plongée dans l'entreprise et dans son fonctionnement sur la base du salariat ne sert pas seulement à Marx pour envisager les points de vue sociaux délaissés par les classiques ; Marx l'associe à ce qu'il considère comme une « loi du mode de production capitaliste » : la volonté d'accumuler du capital et d'augmenter le rapport du capital au travail dans la production des biens. Aux injonctions des penseurs socialistes (Proudhon notamment) stigmatisant la propriété au prétexte que si certains ne possédaient pas, ils ne pourraient exploiter, Marx oppose en quelque sorte que s'ils ne pouvaient exploiter, leur propriété ne leur servirait à rien : le profit, l'intérêt et la rente, rémunérant les propriétaires de machines, du pouvoir d'avancer de l'argent (les banquiers), et de terre ne proviennent pas de la propriété en elle-même, mais de la possibilité d'exploiter les travailleurs. Ainsi la volonté (presque inconsciente) d'accumulation provoque-t-elle inéluctablement la diminution des possibilités d'exploitation et la baisse du taux de profit, rapport de la plus-value au capital. Marx est

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

ainsi amené à annoncer la fin du capitalisme, la baisse du taux de profit devant transformer « l'amicale de la classe capitaliste » en une « lutte de frères ennemis ».

III.2. L'économie tirée vers la science par l'analyse néoclassique : comportement de l'individu et mécanique du marché

L'analyse néoclassique se développe en empruntant une voie opposée, apparaissant en tout point a-historique et percevant l'individu doté d'une *nature humaine*, nullement conditionné par des déterminants extérieurs à lui (données politiques, historiques), faisant des choix de manière autonome, seulement dépendants de sa propre rationalité économique.

La « révolution marginaliste » en économie s'effectue en parallèle aux progrès de la physique et des mathématiques. A l'intérêt de Descartes pour l'étude des niveaux de critiques, Leibniz et Newton substituent l'étude de la continuité des phénomènes physiques et vivants et relativisent l'importance des points critiques. Bernouilli, en 1738, introduit l'utilité marginale et l'effet de richesse et met en évidence, usant d'exemples tirés des probabilités, (un riche peut vouloir acheter 9000 un billet de loterie donnant une chance sur deux de gagner 20000 tandis qu'un pauvre peut vouloir le vendre) que la perception des gains est de moins en moins forte avec l'augmentation de la richesse. C'est dans ce contexte scientifique que des auteurs vont quelque peu faire évoluer la vocation de l'analyse économique, rapprochant l'économie politique de la science.

Augustin Cournot (Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses, 1838) s'attache à identifier les liaisons entre des variables comme les prix et les quantités vendues, à préciser le sens de ces liaisons et leur signes, en les exprimant dans des formulations graphiques et mathématiques. L'individu des classiques devient consommateur ou producteur, dont il s'agit d'étudier et de formaliser le comportement dans des courbes mettant en relation des prix et des quantités. Précurseur, Cournot est également singulier par rapport à ses successeurs : opposé à l'optimisme de Leibniz, il perçoit également des contradictions dans les comportements, juge utile taxations et subventions en même temps qu'il défend l'idée du mercantilisme industriel (le colbertisme).

C'est avec Carl Menger (Fondements de l'économie politique, 1871) et Stanley Jevons (Théorie de l'économie politique, 1871) qu'est défini le positionnement scientifique de l'analyse néoclassique. Il s'agit de s'opposer à l'école historique allemande en intégrant l'approche subjective par l'introspection et le rejet du scientisme (deux idées du néokantisme) et en s'inspirant de l'idée positiviste qu'il n'existe pas d'essence cachée des choses.

De ces deux positionnements découlent une analyse de la valeur des choses tout à fait nouvelle ainsi que l'attribution au « marché » d'une existence et d'une place tout à fait prédominante. La valeur d'échange, c'est-à-dire le prix, reflète la valeur subjective que chacun attribue au bien. Il n'y a pas lieu de s'interroger sur une valeur qui serait

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.
Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Economie

L'économie et ses « angles d'attaque »

Dossier de synthèse

autre que celle que révèle l'échange sur le marché. Le marché est le lieu d'expression de comportements eux-mêmes manifestations extérieures des perceptions individuelles. Sur chaque marché, les prix se déterminent par confrontation de l'offre et de la demande et l'on peut identifier des courbes d'offre globale (agrégation des courbes d'offre individuelles) et des courbes de demande globale (agrégation des courbes de demande individuelles) exprimant les relations entre des quantités et des prix. La confrontation de courbes d'offre continues, où les quantités offertes augmentent avec les prix, et de courbes de demande continues, où les quantités demandées diminuent avec les prix, permettent de montrer que des équilibres peuvent être obtenus, exprimant le point d'accord, d' « équilibre », correspondant à une quantité échangée à un certain prix qui satisfont offreurs et demandeurs. Dans ce cadre, si un offreur n'a pas trouvé preneur, c'est qu'il s'est refusé à accepter le prix déterminé par le marché, le jugeant trop bas, (et inversement pour un demandeur n'a pas trouvé de quoi satisfaire ses besoins). Alors qu'Alfred Marshall (Principes d'économie politique, 1890 développe l'analyse de ces équilibres sur divers marchés – les équilibres partiels –, Léon Walras (Eléments d'économie politique pure, 1874) développe celle d'un équilibre général de l'ensemble des marchés.

L'idée d'équilibre général rapproche d'une conception mécanique et physique de l'économie : le système économique apparaît tel un champ de forces. Dans ce cadre walrasien, quatre types d'agents forment le marché : des propriétaires fonciers détenteurs de terre, des travailleurs détenteurs de facultés productives, des détenteurs de capital, et des entrepreneurs qui louent à bail les services et associent les trois autres types d'agents. Il s'agit d'observer la détermination du prix sur le marché des services producteurs, où les entrepreneurs sont demandeurs des services que propriétaires, travailleurs, et détenteurs de capital ont à leur offrir, et la détermination du prix sur le marché des produits, où les entrepreneurs offrent ce qui peut satisfaire propriétaires, travailleurs et détenteurs de capital. Un équilibre de l'échange est obtenu sur le marché des services productifs et sur le marché des produits, avec l'échange de certaines quantités de services et de produits à certains prix (rémunérations des facteurs et prix de vente) ; un équilibre de la production est également obtenu, les prix de vente s'alignant sur les prix de revient, car toute différence positive ou négative entre les deux est censée provoquer (puisque l'entrée et la sortie sur les marchés sont libres) un afflux ou une fuite de producteurs. Sous certaines hypothèses de fonctionnement et dans un certain cadre, l'interdépendance de comportements mène à un équilibre. La description imagée d'un marché centralisé par une sorte de commissaire priseur, chargé d'annoncer les prix, de les faire varier en fonction de l'offre et de la demande – le « tâtonnement » –, et d'empêcher des transactions avant obtention de l'équilibre, ne fait qu'exprimer ingénieusement ces hypothèses, au nombre de quatre, qui concernent autant les biens, les individus que le marché :

- homogénéité des produits (les produits sont comparables, condition de concurrence)
- atomicité des agents (un individu particulier ne peut déterminer ou influencer les prix à lui-seul, il est un « price-taker », non un « price-maker » ; chaque individu est un homo œconomicus, il sait identifier son objectif qui est de maximiser sa satisfaction ou son profit et il sait mettre en œuvre les moyens pour ce faire, il sait « optimiser sous contrainte » l'emploi de ressources rares)
- libre entrée et libre sortie du marché

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

- transparence du marché (l'information est gratuite, les prix peuvent être connus de tous)

Ainsi Walras entreprend-il de démonter l'existence d'un équilibre général qui est un « état idéal et non réel, celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes ». Dans ce cadre, le rôle qui peut être dévolu à un pouvoir politique change de nature et peut être de garantir le cadre d'exercice du marché, les conditions d'une concurrence pure et parfaite, voire de prendre en charge des secteurs d'activité naturellement placés dans des situations particulières.

En publiant les « éléments d'économie sociale » d'une importance égale aux « éléments d'économie politique pure », Walras traite des considérations sociales, mais à part, en distinguant l'analyse économique des faits sociaux d'une analyse économique au strict sens du terme. En se fixant comme objectif de démonter qu'une économie de marché est capable de générer un situation stable et, instruits des développements mathématiques de leur temps, de définir un équilibre optimal vers lequel tendre, l'analyse néoclassique apparaît en tout point a-historique. Menger et Jevons veulent marquer leur opposition à l'école historique allemande, astreindre la science économique à la recherche d'invariants dans l'histoire, lui assigner un devoir d'indifférence à l'égard de toute considération sociale (« romantique »), et dénier à l'économiste le droit d'affirmer des jugements de valeur relatifs à une « justice sociale ».

IV. Le siècle keynésien.

Le XIX^{e} siècle se ferme sur cette schizophrénie de la pensée. D'un côté, une analyse à vocation économiciste déclarée, débarrassée de toute considération sociale et indifférente à l'histoire ; de l'autre une analyse fondée sur une vision économiciste de l'histoire et préoccupée des résultats sociaux. Le XX^{e} siècle s'ouvre sur une Europe en guerre, une révolution russe dont les implications totalitaires ne sauraient être confondues avec la théorie de Marx, et il se poursuit par une crise économique sans précédent dans l'entre-deux guerres : le krach boursier débutant en octobre 1929 à New York aura des conséquences généralisées à toutes les économies industrialisées. La production industrielle baisse de 11% (une « dépression », la « récession » n'étant qu'une baisse du taux de croissance), les échanges commerciaux mondiaux s'amoindrissent de 34%, les taux de chômage s'élèvent entre 10 et 15% en moyenne (25% aux Etats-Unis en 1933). Si l'on peut parler de siècle keynésien, c'est que Keynes a su s'inspirer des premières politiques mises en œuvre au début du siècle pour tenter de décrire et d'analyser différemment le fonctionnement de l'économie, qu'il a à l'inverse inspiré, comme aucun autre économiste ne l'avait fait, l'action politique d'après la deuxième guerre mondiale, et que la réflexion économique semble, depuis, avoir essentiellement été tournée vers le keynésianisme et sa réfutation.

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.
Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Economie

L'économie et ses « angles d'attaque »

Dossier de synthèse

IV.1. La « révolution » keynésienne.

John Maynard Keynes (Traité de la monnaie, 1930 ; Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936), économiste cambridgien, est appelé avec d'autres à se pencher sur le problème du chômage. A cette occasion, Keynes se fixe une double mission. Premièrement, réviser l'analyse néoclassique dont il en a directement reçu l'enseignement d'Alfred Marshall, et en contredire presque point par point les fondements. Ainsi entend-il révolutionner la science économique dans le but, et c'est là la seconde mission qu'il se fixe d'éviter de voir remise en cause la liberté d'entreprendre par la révolution et le communisme.

Keynes entreprend ainsi de réfuter la théorie néoclassique d'un chômage forcément volontaire en prouvant la possibilité du sous-emploi et du chômage involontaire. Il entreprend d'introduire le rôle de variables négligées par l'analyse néoclassique : le temps, l'incertitude qui lui est consubstantielle, la confiance. Il entreprend, ce faisant, de réintroduire la monnaie dans l'analyse, de rompre avec l'idée de décrire des marchés en dehors de la monnaie qu'ils utilisent ; ainsi décrit-il le fonctionnement d'une économie monétaire, s'attachant à examiner le rôle de la monnaie, les comportements des individus vis-à-vis d'elle et leurs conséquences. Au terme de cette analyse, Keynes se retrouve en quelque sorte avec un schéma causal qui fait apparaître certaines variables comme motrices et d'autres comme induites. La possibilité d'un sous-emploi qui pèse telle une épée de Damoclès sur le capitalisme et la mise au jour de variables d'action dans ce schéma causal amène Keynes à réagir aux préceptes libéraux. Une politique économique lui apparaît envisageable, susceptible d'influencer le niveau d'activité et donc le niveau de l'emploi. L'action de l'Etat semble pouvoir se justifier, tant directement par la dépense qu'indirectement par le biais des comportements des individus, et par une politique redistributive des riches vers les plus pauvres.

IV.2. La contre-révolution sur tous les fronts.

La période de croissance qui fait suite à la seconde guerre mondiale a semblé voir le triomphe de l'analyse keynésienne dans les milieux politiques avec l'affirmation d'un Etat-providence dépensant pour la santé, l'éducation, les transports, la couverture sociale… en acceptant des déficits publics. En même temps cependant, la théorie keynésienne devait faire face à une volonté de contre-réforme et à des critiques sur tous les fronts.

Sitôt la Théorie Générale publiée, John Hicks et Halvin Hansen (« Mr Keynes et les classiques », 1937), avec leur célèbre schéma ISLM censé résumer la Théorie Générale, entreprennent une synthèse de la théorie keynésienne et de l'analyse néoclassique. A cette volonté de synthèse qui constitue en fait une critique masquée d'un point de vue théorique mais un assentiment relatif concernant l'efficacité de la politique économique s'ajoute une critique frontale. S'insurgeant contre l'attitude de Keynes vis-à-vis du risque d'inflation, le monétarisme de Milton Friedman soutient l'inanité des politiques keynésiennes en faisant renaître la théorie quantitative et en s'attachant à

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

préciser le rôle des anticipations des individus dans la neutralisation des politiques économiques qui ne conduisent qu'à élever les prix (la célèbre courbe de Phillips verticale). A cette remise en cause de la politique économique keynésienne qui se veut objective s'ajoute une remise en cause ouvertement idéologique : le courant monétariste est résolument d'inspiration néolibérale. Il trouve un écho dans l'analyse économique de la vie politique et de la bureaucratie développée par l'école du Public Choice, qui met en cause la capacité des pouvoirs publics à adopter des politiques tournées vers l'intérêt général.

Le monétarisme s'est trouvé correspondre assez bien à la situation qu'ont connues les nations industrialisées avec la fin des « 30 Glorieuses » : l'inflation, qui avait évolué autour de 3% en moyenne pendant 25 années s'accélère entre 1968 et 1975, avant que les chocs pétroliers ne fassent subir la « stagflation » (inflation et chômage sans croissance) aux économies industrialisées.

Le début du XXI^{e} siècle s'ouvre sur des économies aux structures teintées de keynésianisme (le niveau des prélèvements obligatoires, celui de la dette publique…) et de monétarisme (la politique monétaire ouvertement axée sur l'inflation, la dérégulation), tandis que la science économique est agitée par ses oppositions entre monétaristes libéraux et keynésiens ou post-keynésiens interventionnistes, entre adeptes d'une science économique indépendante voire souveraine parmi les sciences sociales et adeptes d'une vision plus modeste. Un nouvel angle d'attaque de la réalité économique a par ailleurs été révélé.

V. Une science des organisations ?

A mi-chemin entre une conception holiste qui se préoccupe en priorité du mode d'organisation humain d'un point de vue global et une conception individualiste qui envisage d'abord les comportements des individus, l'analyse économique manifeste une nouvelle orientation : fonder une théorie entre la microéconomie et la macroéconomie s'intéresser aux *organisations* intermédiaires entre l'individu et l'Etat, entre l'individu et la nation, expliquer leur existence et leur émergence en observant que le marché et la concurrence, dans la réalité, ne fonctionnent pas sur le mode walrasien et ne concernent pas des acteurs individuels mais essentiellement des entreprises, des firmes. Le marché semble donner lieu à la constitution d'organisations (ou d'institutions) dont la raison d'être serait de pallier des déficiences du marché (existence de coûts de transaction, information imparfaite et coûteuse…) que les hypothèses du modèle néoclassique auraient négligées.

* * *

David Colle

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021